



## Recueil de la jurisprudence

**Affaire C-534/10 P**

**Brookfield New Zealand Ltd et Elaris SNC  
contre  
Office communautaire des variétés végétales (OCVV) et Schniga GmbH**

«Pourvoi — Protection communautaire des obtentions végétales — Règlement (CE) n° 2100/94 — Article 73, paragraphe 2 — Décision de rejet de la demande de protection communautaire par la chambre de recours de l'OCVV — Pouvoir d'appréciation — Contrôle du Tribunal — Article 55, paragraphe 4, lu en combinaison avec l'article 61, paragraphe 1, sous b) — Droit de l'OCVV de procéder à une nouvelle demande d'envoi de matériel végétal»

Sommaire – Arrêt de la Cour (première chambre) du 19 décembre 2012

1. *Agriculture — Législations uniformes — Protection des obtentions végétales — Décisions de l'Office communautaire des variétés végétales ou de ses chambres de recours — Contrôle juridictionnel — Portée*

*(Règlements du Conseil n° 40/94, art. 63, n° 2100/94, art. 73, et n° 2506/95, 3<sup>e</sup> considérant)*

2. *Agriculture — Législations uniformes — Protection des obtentions végétales — Examen des demandes de protection — Pouvoir d'appréciation de l'Office communautaire des variétés végétales — Portée*

*(Règlement du Conseil n° 2100/94, art. 55, § 4)*

1. Conformément au troisième considérant du règlement n° 2506/95, modifiant le règlement n° 2100/94 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales, l'article 73 du règlement n° 2100/94 a été modifié en vue d'aligner les règles applicables aux recours qui peuvent être formés contre les décisions de l'Office communautaire des variétés végétales ou de ses chambres de recours sur celles que prévoit le règlement n° 40/94 sur la marque communautaire.

Dans le cadre des dispositions de l'article 63 du règlement n° 40/94, rédigé en des termes identiques à ceux de l'article 73 du règlement n° 2100/94, le Tribunal est appelé à apprécier la légalité des décisions des chambres de recours de l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur (marques, dessins et modèles) en contrôlant l'application du droit de l'Union effectuée par celles-ci eu égard, notamment, aux éléments de fait qui ont été soumis auxdites chambres. Ainsi, dans les limites de l'article 63 du règlement n° 40/94, le Tribunal peut se livrer à un entier contrôle de la légalité des décisions des chambres de recours de l'Office, au besoin en recherchant si ces chambres ont donné une qualification juridique exacte aux faits du litige ou si l'appréciation des éléments de fait qui ont été soumis auxdites chambres n'est pas entachée d'erreurs. Le Tribunal dispose d'une compétence similaire en ce qui concerne le contrôle de la légalité des décisions de l'Office communautaire des variétés végétales ou de ses chambres de recours.

(cf. points 38-40)

2. La tâche de l'Office communautaire des variétés végétales est caractérisée par une complexité scientifique et technique des conditions d'examen des demandes de protection communautaire, de sorte qu'il y a lieu de lui reconnaître une marge d'appréciation dans l'exercice de ses fonctions. Eu égard à ce large pouvoir d'appréciation, l'Office peut prendre en considération, s'il le juge nécessaire, des faits et des preuves tardivement invoqués ou produits. En tant qu'organe de l'Union, il est soumis au principe de bonne administration en vertu duquel il lui appartient d'examiner avec soin et impartialité tous les éléments pertinents d'une affaire et de réunir tous les éléments de fait et de droit nécessaires à l'exercice de son pouvoir d'appréciation et il se doit d'assurer le bon déroulement et l'efficacité des procédures qu'il met en œuvre. Il résulte de l'article 55, paragraphe 4, du règlement n° 2100/94, instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales, que l'Office fixe, par des règles générales ou dans des demandes individuelles, la date et le lieu de présentation du matériel destiné à l'examen technique et les échantillons de référence ainsi que la qualité et la quantité de ce matériel et de ces échantillons. Or, et compte tenu du pouvoir d'appréciation dont jouit l'Office, cette disposition ne saurait être interprétée comme l'empêchant de procéder à une demande séparée du matériel végétal à examiner et des preuves documentaires relatives à ce matériel. La qualité du matériel végétal est susceptible, aux termes de l'article 55, paragraphe 4, du règlement n° 2100/94, de faire l'objet d'une demande individuelle. En effet, eu égard au principe de bonne administration et à la nécessité d'assurer le bon déroulement et l'efficacité des procédures, et dans la mesure où l'Office considère que la demande initiale contenait des imprécisions, il lui appartient de demander à l'auteur de la demande de protection communautaire des obtentions végétales de lui envoyer du matériel végétal correspondant aux exigences précisées dans une nouvelle demande individuelle.

Ainsi, l'Office, sans outrepasser son pouvoir d'appréciation, dispose du droit de préciser les conditions auxquelles il subordonne l'examen d'une demande de protection communautaire des obtentions végétales, dès lors que le délai dans lequel l'auteur de cette demande de protection doit répondre à une demande individuelle qui lui a été adressée n'a pas expiré. L'Office peut donc adresser à l'auteur de cette demande une nouvelle demande d'envoi de matériel végétal.

(cf. points 47, 48, 50-55)